

COMMUNIQUE DE PRESSE

TENDANCES ECONOMIQUES N°46

ANALYSES ET PRÉVISIONS CONJONCTURELLES, AVRIL 2014

Après une période de stagnation longue de huit trimestres, le PIB de la Wallonie se serait progressivement redressé à partir du printemps 2013. Le regain de l'activité économique wallonne aurait alors profité du rebond des exportations et du redressement graduel des dépenses de consommation privée. En Wallonie, comme en Belgique, la reprise économique devrait cependant avoir été modérée en 2013, freinée par l'existence de réserves de capacités productives et l'atonie du marché du travail. Le PIB wallon n'aurait dès lors pas dépassé +0,1%.

En 2014, le rythme de progression du PIB wallon devrait s'accélérer, soutenu cette fois par l'ensemble des composantes de la demande intérieure et l'intensification des exportations. Suivant ce scénario, la croissance wallonne s'établirait cette année à +1,6%, une hausse qui se traduirait pour l'économie de la Région par une création nette d'emplois (de l'ordre de +0,3%).



Croissance mondiale modérée sur fond de rééquilibrages internationaux

Les signes de raffermissement global de l'activité économique se sont multipliés tout au long du second semestre de 2013, en particulier aux Etats-Unis, mais aussi en Europe. Après les indicateurs de la confiance, les comptes nationaux de nombreux pays ont affiché des taux de croissance positifs en glissements trimestriels en fin d'année. Plus que l'ampleur du redressement, c'est sa généralisation qui permet d'affirmer avec certitude que le processus de reprise est en marche. Sans pour autant conclure à la convergence, l'hétérogénéité des rythmes de croissance au sein de la Zone euro s'estompe progressivement. Ce rééquilibrage est susceptible de renforcer le commerce intraeuropéen et de dynamiser la croissance des Etats membres (+1,2% en 2014), malgré des politiques budgétaires toujours restrictives et des taux de chômage qui demeurent élevés dans certains pays.

Outre-Atlantique, la reprise économique s'est faite plus précoce. Le risque lié au blocage politique du débat budgétaire s'est dissipé et, malgré un début d'année probablement affecté par les mauvaises conditions météorologiques, la croissance américaine (+2,9% en 2014) peut s'appuyer sur une demande intérieure vigoureuse. Celle-ci profite de la confiance retrouvée des ménages, rassurés quant à l'amélioration de la situation du marché du travail et, déjà, de la dynamique des investissements dans de nouvelles capacités de production.

Contrairement à la reprise de 2010 où leur rôle avait été prépondérant, la dynamique de croissance des pays émergents montre des signes d'essoufflement (+4,7% en 2013, +4,9% en 2014) que reflète l'évolution mitigée des indicateurs avancés de la croissance de ces économies. Cette situation n'est pas sans lien avec le raffermissement de la croissance des pays avancés. L'inflexion de la politique monétaire aux Etats-Unis et l'inquiétude des investisseurs confrontés à la montée de déficits structurels dans les économies émergentes favorisent ainsi notamment le retour de capitaux en Europe ou aux Etats-Unis. Cette fuite des liquidités tend à freiner les possibilités de financement de certaines politiques de développement économique, fondamentalement déséquilibré, poursuivies par certains pays

émergents. La réduction globale des liquidités a alors agi comme révélateur de difficultés internes et spécifiques à ces économies. Un raffermissement suffisamment durable de l'activité en Europe et aux Etats-Unis, associé à une dépréciation des monnaies des économies émergentes, devrait toutefois à terme profiter aux exportations de ces dernières.

Les éléments de modération du contexte conjoncturel international ne remettent pas en question les perspectives de la demande internationale, comme en témoignent la plupart des indicateurs avancés (OCDE, PMI, IFO pour l'Europe ou encore ISM aux Etats-Unis) qui restent orientés à la hausse depuis le début de l'année. En outre, ces attentes s'inscrivent dans un contexte de politique monétaire très accommodante en Europe, mais aussi aux Etats-Unis, même si la Réserve fédérale a entamé en début d'année un ralentissement de son programme d'achat de titres publics (QE3). La Banque centrale européenne, qui se tient prête à endiguer tout risque de déflation, se montre également soucieuse d'épargner à l'économie européenne un essoufflement précoce de la reprise, envisageant même l'opportunité de procéder à un assouplissement monétaire quantitatif.

Les entreprises wallonnes en première ligne de la reprise

En Wallonie également, les indices régionaux de la confiance des entreprises, à la fois dans l'industrie manufacturière, le commerce et les services aux entreprises, témoignent de la poursuite de l'amélioration du climat général des affaires, amorcée au cours du second trimestre 2013.

Les entreprises wallonnes ont ainsi rapidement tiré profit du raffermissement graduel des marchés d'exportation au sein de la Zone euro. L'évolution tendancielle des exportations de marchandises régionales dessine un mouvement de reprise entamé à la fin de l'année 2012, et qui ne s'est pas démenti tout au long de l'année 2013, prenant notamment appui sur les livraisons à destination de la France d'abord, puis de l'Allemagne en seconde partie d'année. Le redressement de la demande externe devrait continuer à soutenir la croissance des exportations wallonnes une grande partie de l'année 2014, comme l'indiquent l'orientation favorable des carnets de commandes à l'étranger et la consolidation de la reprise des marchés potentiels wallons.

Le dynamisme des exportations et la reprise des dépenses de consommation privée ont contribué à la croissance des importations wallonnes, qui ont affiché une nette tendance haussière en 2013, en dépit des fluctuations observées en début et en fin d'année, en particulier dans le secteur pharmaceutique. Le solde des échanges commerciaux avec l'étranger devrait toutefois avoir apporté une contribution positive (+0,1 point) à la croissance du PIB wallon en 2013. Cette année, la progression des importations se poursuivrait, dans la foulée des exports d'abord, pour se renforcer en seconde partie d'année avec le redressement des différentes composantes de la demande intérieure. Ce retard attendu par rapport aux exportations permettrait au commerce extérieur de dégager une contribution plus élevée à la croissance de l'activité en 2014, de +0,3 point.

La demande finale émanant des entreprises wallonnes figure aussi parmi les composantes de la croissance les plus dynamiques. Dès le deuxième trimestre 2013, les investissements des entreprises mesurés à partir des déclarations à la TVA ont amorcé un mouvement de reprise qui s'est nettement renforcé au cours des troisième et quatrième trimestres de l'année passée, notamment dans les secteurs du génie civil et de la pharmacie. Cet indicateur nous laisse envisager une croissance annuelle déjà positive des investissements productifs en 2013 (+0,7%). Cette tendance devrait s'accroître en 2014. Le redressement régulier de la demande attendue par les chefs d'entreprises wallons, l'augmentation progressive de la tension sur l'appareil productif, après une période de surcapacité, et l'assouplissement de la politique d'octroi de crédits bancaires créent pour les entreprises wallonnes des opportunités d'investissement d'expansion des capacités de production. Les intentions affichées par les entrepreneurs dans les enquêtes de conjoncture donnent d'ailleurs à penser que cette dynamique pourrait être vive dès le début de l'année. En moyenne, le rythme annuel de progression des investissements des entreprises atteindrait +4,3% en 2014.

L'emploi et les dépenses des ménages pour consolider la croissance

La dégradation progressive du marché du travail wallon au cours de l'année 2012 (qui enregistre toutefois encore une hausse annuelle moyenne de +0,1% de l'emploi intérieur selon les derniers comptes régionaux) s'est accentuée en 2013, essuyant des reculs successifs importants (-0,3% à un trimestre d'écart) du nombre de salariés wallons assujettis à l'ONSS aux premier, deuxième et quatrième trimestres de l'année passée. Par rapport à la récession de 2009, l'impact, retardé, du recul de l'activité enregistré en 2012 s'est donc révélé nettement plus défavorable sur le

front de l'emploi. Les dispositifs publics qui avaient permis le maintien à l'emploi, notamment en réduisant les prestations du personnel, ont été arrêtés en raison de la politique de consolidation budgétaire. Le volume global de travail, mesuré au départ du nombre d'équivalents temps-plein enregistrés à l'ONSS, s'inscrit lui aussi toujours en baisse au quatrième trimestre de 2013. Ces évolutions négatives ont largement contribué à la chute de la confiance des ménages qui s'est prolongée jusqu'au début de l'année passée. L'amélioration des attentes des ménages, intervenue depuis l'été dernier, et en particulier le reflux des inquiétudes liées au risque de perte d'emploi, ne semble donc pas pour l'heure trouver sa traduction dans les statistiques récentes du marché du travail en Wallonie.

Toutefois, certains signes de reprise se sont fait jour. Ainsi, la durée moyenne de travail a commencé à augmenter en 2013 – de façon certes irrégulière d'un trimestre à l'autre. En outre, le chômage temporaire diminue depuis plusieurs mois, tandis que le nombre d'heures prestées dans l'intérim a retrouvé des taux de croissance positifs à un an d'écart depuis octobre. Par ailleurs, les prévisions d'emploi formulées par les entrepreneurs interrogés dans les enquêtes mensuelles de conjoncture se redressent et le nombre d'opportunités d'emploi reçues par le FOREM augmente timidement depuis le début de cette année. Dès lors, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés devrait s'achever au cours du premier trimestre de 2014 et l'emploi reprendre à partir du deuxième trimestre.

Le regain de l'emploi qui s'affermirait en 2014 devrait toutefois rester modéré, compte tenu d'une progression de la demande encore mesurée et du processus de rattrapage des marges de productivité des entreprises, mises à mal lors des épisodes de crise. Dès lors, si les ménages font dès aujourd'hui preuve d'un bel optimisme, celui-ci sera probablement tempéré par l'évolution attendue des revenus réels (+1,6%), en lien avec un marché du travail convalescent.

La dynamique de reprise des dépenses de consommation et d'investissement des ménages interviendrait plus tard et resterait plus modérée que celle des entreprises. En abaissant très légèrement leur taux d'épargne en 2014, les ménages reconstitueraient pour partie leurs liquidités tout en relançant leur consommation (+1,7%).

Le recul des investissements résidentiels serait encore sévère en 2013 (-4,4%), tandis que la reprise attendue pourrait à nouveau être infléchie au premier trimestre de 2014, si la baisse des autorisations de bâtir observée en décembre dernier tendait à se confirmer. A partir du deuxième trimestre 2014, l'amélioration sensible de la confiance des ménages devrait favoriser un accroissement de la demande d'investissement en logement (+0,4% sur l'ensemble de l'année), d'autant qu'elle serait relayée, dans notre scénario, par une amélioration progressive de l'emploi et des conditions de revenus. Du côté des opérateurs des investissements résidentiels, les attentes ne sont cependant pas encore clairement favorables : architectes et entrepreneurs conservent une opinion mitigée.

Le scénario de reprise

Depuis plusieurs trimestres déjà, la croissance des débouchés extérieurs et le raffermissement de la demande intérieure, en particulier le regain de dynamisme des investissements des entreprises, ont soutenu la relance de l'activité économique wallonne, notamment dans les branches industrielles. Les rythmes de production, en hausse aux deuxième et troisième trimestres de 2013, ont même vraisemblablement dépassé cette demande, comme en témoignent des chiffres de ventes (selon la TVA) moins dynamiques que les indices de production industrielle, une réduction encore légère du niveau des stocks ou encore un rebond précoce de la demande à l'importation. Dès lors, notre estimation de croissance du PIB, soit +0,1% en 2013, profiterait d'un apport moins négatif des stocks que celui observé dans la comptabilité nationale, mais d'une contribution en revanche plus faible du commerce extérieur.

L'amélioration progressive actuelle de la demande intérieure, conjointement à une croissance régulière de la demande externe devraient favoriser l'accélération des rythmes de croissance du PIB wallon durant les prochains trimestres, portant la croissance économique régionale à +1,6%. Faisant suite à une période marquée par la perte cumulée d'emploi de 3 800 personnes en 2012 et en 2013, le nombre d'emplois progresserait de 7 700 unités endéans l'année 2014.

Tableau 1.1. | Affectation du PIB : prévisions du taux de croissance annuel en volume

SOURCES : COMMISSION EUROPÉENNE POUR LA ZONE EURO. DONNÉES ICN ET ESTIMATIONS IWEPS POUR LA BELGIQUE ET LA WALLONIE.

(1) CONTRIBUTION À LA CROISSANCE ANNUELLE DU PIB.
(2) VARIATION ANNUELLE CORRIGÉE POUR LES JOURS OUVRABLES.

	2013			2014		
	Zone euro	Belgique	Wallonie	Zone euro	Belgique	Wallonie
Dépenses de consommation finale privée	-0,7	0,7	0,7	0,7	1,8	1,7
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,3	0,7	0,6	0,5	0,7	0,7
Formation brute de capital fixe	-3,0	-2,5	-1,9	2,3	2,7	3,0
des entreprises, indépendants et ISBL	-	0,6	0,7	-	3,5	4,3
des ménages	-	-3,8	-4,4	-	1,1	0,4
des administrations publiques	-	-11,9	-12,6	-	1,6	1,4
Variation des stocks ¹	0,1	-0,5	-0,2	0,2	0,0	-0,4
Exportations nettes de biens et services ¹	0,5	0,7	0,1	0,2	0,1	0,3
Exportations	1,3	1,8	2,0	4,2	4,7	4,8
Importations	0,2	1,0	1,8	4,1	4,8	4,6
Produit intérieur brut aux prix du marché²	-0,4	0,2	0,1	1,2	1,7	1,6
Emploi	-0,8	-0,2	-0,3	0,1	0,5	0,3

Prévisions de l'IWEPS arrêtées au 08.04.2014

Cette nouvelle publication de l'IWEPS sera disponible gratuitement sur simple demande auprès de l'IWEPS par e-mail : info@iweps.be à partir du 22 avril 2014.

Elle est déjà téléchargeable sur le site internet www.iweps.be

